

Depuis de nombreuses années, les gouvernements successifs de droite comme de gauche ont orchestré, via des lois ultra-libérales, la lente mort de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. La loi relative aux Libertés et Responsabilités des Universités (Loi Pécresse – 2007) puis la loi Fioraso (2013) ont forcé une restructuration de l'ESR par le bas. À force de coupes budgétaires et de désengagement financier de l'État, les établissements ferment des formations, gèlent des postes, licencient des contractuels, suppriment des postes d'ATER, externalisent des services et maintiennent dans la précarité nombre de ses salarié.es...

...Et cela n'est pas prêt de s'arrêter ! Le « Pacte de responsabilité » et ses 50 milliards d'euros d'économies ainsi que le projet de Loi Macron, sous les atours de la « croissance et [de l'] activité », ne sont rien d'autre qu'une énième manifestation de la volonté du gouvernement de nous engager dans la voie de l'austérité. À l'Université, comme dans n'importe quel secteur salarié, la possibilité de déroger au Code du travail (par des accords directs entre patrons et salarié.es par convention individuelle), impactera nécessairement les conditions de travail et d'emploi des contractuel.les, déjà précaires et fragilisés par une gestion irresponsable et délétère des ressources humaines au sein des établissements de formation.

Le 9 avril

**Étudiant.es, Vacataires,
Enseignant.es-Chercheur.es,
Personnels et Précaires des Universités**

Dans la rue contre l'austérité !

À Lyon 2, la précarité et le non-respect du droit du travail : on connaît bien !

Depuis septembre 2014, les enseignant.es-vacataires, avec le soutien des étudiant.es, se mobilisent contre leurs conditions d'emploi et de travail inacceptables : embauche sur la base d'un mauvais support d'emploi ne correspondant pas à leurs missions effectives, contrats arrivés entre cinq et sept mois de retard, rémunérations versées au compte-goutte et au bon vouloir de la DRH, T.D. surchargés où les étudiant.es, trop nombreux.ses, ne trouvent pas de chaises pour s'asseoir, racket aux frais d'inscription pour les doctorant.es-vacataires qui reversent une partie de leur rémunération à leur propre employeur, tâches « annexes » non rémunérées (correction, préparation des cours et surveillance des examens). Mais après six semaines de grève et la rétention des notes du premier semestre, l'équipe présidentielle de Lyon 2 ne propose aucune solution pérenne et viable pour résoudre ces problèmes, seuls un remboursement exceptionnel des frais d'inscription pour l'année en cours et la constitution d'un groupe tripartite ayant pour mission de travailler aux conditions de recrutement des vacataires mais qui est, en réalité, une vaste mascarade. Ainsi, la mobilisation se poursuit et les enseignant.es-vacataires ne comptent pas lâcher l'affaire...

De Lyon à Paris : solidarité entre précaires des universités !

En France, les salarié.es précaires des universités se mobilisent contre la casse de l'Université et des conditions de travail toujours plus difficiles et inacceptables. Ainsi, les personnels de Paris 8 sont en grève depuis huit semaines pour exiger la revalorisation de leurs salaires. Au début du second semestre 2014-2015, à Paris-Sud (Orsay) et Paris 13, les enseignant.es ont mené une lutte pour protester contre les coupes budgétaires et le non-renouvellement de certains postes, résultats des restrictions budgétaires imposées par le gouvernement aux universités...
...Partout, l'austérité infligée aux universités mène les enseignant.es, les étudiant.es, les vacataires et les personnels BIATSS à se révolter contre des conditions d'études et de travail toujours plus précaires et insoutenables. Celles et ceux qui font tourner et vivre ces établissements ne cessent d'alerter depuis des années le gouvernement sur les impacts de ses lois et décisions délétères, ne leur permettant plus de fournir un enseignement de qualité...



Toutes et tous ensemble : refusons le désastre annoncé !

...En juin 2014, Geneviève Fioraso avait annoncé vouloir réaliser une économie de 1,6 milliards d'euros sur les budgets 2015-2017 de l'Enseignement supérieur et la recherche. Parallèlement, le gouvernement déshabille l'Université mais renfloue les poches du patronat sur le dos du service public de l'ESR grâce au Crédit Impôt Recherche. Véritable niche fiscale pour les entreprises privées, le CIR leur permet de déduire de l'impôt sur les sociétés 30% de leurs investissements recherche et développement, atteignant alors la somme de 6 milliards d'euros en 2015 à charge pour les finances publiques. Le « Pacte de responsabilité », la Loi Macron (avec ses multiples cadeaux au patronat et le démantèlement de droits et d'acquis sociaux), les lois austéritaires qui touchent l'Université (LRU, Fioraso), le « déverrouillage » du CDI... Tous cela signe la mort du service public et l'avènement d'une précarisation de l'ensemble des salarié.es des secteurs publics et privés.

***Le 9 avril, mobilisons-nous toutes et tous
pour faire entendre la colère qui gronde
contre la précarisation généralisée et l'austérité !***

GRÈVE ET MANIFESTATION INTERPROFESSIONNELLE

10h30 – Place Jean Macé – Lyon